

Bruno KANT  
1, allée Madeleine  
92220 BAGNEUX

Bagneux, le 25 avril 2006

Monsieur Louis SCHWEITZER,  
Président de la HALDE  
11, rue Saint George  
75009 PARIS

Lettre ouverte  
Vos réf. : LN/KANT/2005/885/001

Monsieur le Président,

Le 23 novembre 2005 vous m'avez informé que ma réclamation au sujet du suivi des mesures d'assistance éducative de ma fille aînée ne pouvait pas entrer dans le cadre des attributions de votre Haute autorité.

Les grands parents maternels de ma fille aînée sont nés en Allemagne et ont fait la guerre aux côtés des nazis. Dans le cadre de mesures d'assistance éducative, le juge pour enfant de Nanterre a confié toutes les mesures d'investigations puis, ensuite, la garde de ma fille aînée à l'Oeuvre de Secours aux Enfants France (l'OSE). Or l'OSE est une association qui œuvre historiquement et principalement en direction des populations juives défavorisées, catégorie socio culturelle et culturelle à laquelle ma famille n'appartient pas.

Fin décembre 2004, suite aux déclarations de ma fille aînée, j'ai porté plainte contre inconnu pour discrimination raciale. Je n'ai pas connaissance de suites à cette plainte ni d'ailleurs à d'autres plaintes ou mains courantes pour des violences volontaires, des faits tels que des défauts de soins ou des privations de sommeil (...) dont a souffert ma fille aînée lorsqu'elle était placée dans l'établissement gardien de l'OSE.

Depuis le 4 novembre 2005, du fait, entre autres, des rapports et des allégations des travailleurs sociaux de l'OSE, tous mes droits d'hébergement, de visite et de correspondance avec ma fille aînée ont été suspendus. Peu après, le juge pour enfant de Nanterre a confié la garde de ma fille aînée à une famille d'accueil, en Alsace.

Parmi les pièces jointes vous trouverez principalement copie d'une lettre ouverte au Service Central de la Prévention de la Corruption (SCPC). Dans cette lettre ouverte je dénonce également ce qui me paraît être des phénomènes de collusions et de corruption de l'institution socio judiciaire. De mon point de vue, ces phénomènes ont déterminé jusqu'à ce jour l'issue des procédures judiciaires qui concernent ma fille aînée.

Je souhaiterais savoir si présenté ainsi, plus en détail, la situation de ma fille aînée et de ma famille entrera dans le cadre des attributions de votre Haute autorité.

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

Pièces jointes : Votre réponse du 23 novembre 2005  
Récépissés de déclarations de plaintes du 24 décembre 2004  
Ma lettre ouverte et ses pièces jointes au SCPC du 14 avril 2006



HAUTE AUTORITÉ DE LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET POUR L'ÉGALITÉ

*Le Président*

Paris, le 23 NOV. 2005

REF : LN/KANT/2005/885/001

Monsieur,

Par courrier du 8 novembre 2005, vous avez sollicité l'intervention de la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité au sujet du suivi d'une mesure d'assistance éducative concernant une de vos filles.

Je dois vous informer que votre réclamation n'entre pas dans les attributions de la Haute autorité qui sont limitées aux critères et champs de discriminations prohibés par la loi ou un engagement international.

La situation que vous évoquez relève en effet de l'assistance éducative. Si vous estimez que la décision du juge des enfants n'est pas fondée, vous disposez, en application de l'article 1191 du nouveau code de procédure civile, d'un délai de 15 jours pour interjeter appel, à compter de la notification de cette décision.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Louis SCHWEITZER

Monsieur KANT Bruno  
1, allée Madeleine  
92 220 BAGNEUX

REPUBLIQUE FRANCAISE  
MINISTERE DE L'INTERIEUR  
DIRECTION GENERALE  
DE LA POLICE NATIONALE  
COMMISSARIAT DE POLICE  
DE BAGNEUX

## RECEPISSE DE DECLARATION

Le vingt quatre décembre deux mille quatre

à dix neuf heures cinq

Mademoiselle KANT Justine, née le 03/09/1993 à PARIS (14 arrdt)  
demeurant 01 Allée de la Madeleine à BAGNEUX (92220)

a déclaré avoir été victime de : DISCRIMINATION RACIALE.

Plainte déposée le : 24/12/2004

**Article 441-6 du Code Pénal** "Le fait de se faire délivrer indûment par une administration publique ou par un organisme chargé d'une mission de service public, par quelque moyen frauduleux que ce soit, un document destiné à constater un droit, une identité ou une qualité ou à accorder une autorisation est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30000 euros d'amende.

Est puni des mêmes peines le fait de fournir une déclaration mensongère en vue d'obtenir d'une administration publique ou d'un organisme chargé d'une mission de service public une allocation, un paiement ou un avantage indu.

Fait à BAGNEUX  
le 24/12/2004



REPUBLIQUE FRANCAISE  
MINISTERE DE L'INTERIEUR  
DIRECTION GENERALE  
DE LA POLICE NATIONALE  
COMMISSARIAT DE POLICE  
DE BAGNEUX

## RECEPISSE DE DECLARATION

Le onze décembre deux mille quatre

à vingt heures

Mademoiselle KANT Justine, née le 03/09/1993 à PARIS (14 arrdt)  
demeurant 01 Allée de la Madeleine à BAGNEUX (92220)

a déclaré avoir été victime de : VIOLENCES VOLONTAIRES SUR MINEUR  
DE QUINZE ANS EN REUNION.

Plainte déposée le : 24/12/2004

**Article 441-6 du Code Pénal** "Le fait de se faire délivrer indûment  
par une administration publique ou par un organisme chargé d'une  
mission de service public, par quelque moyen frauduleux que ce  
soit, un document destiné à constater un droit, une identité ou  
une qualité ou à accorder une autorisation est puni de deux ans  
d'emprisonnement et de 30000 euros d'amende.

Est puni des mêmes peines le fait de fournir une déclaration  
mensongère en vue d'obtenir d'une administration publique ou d'un  
organisme chargé d'une mission de service public une allocation,  
un paiement ou un avantage indu.

Fait à BAGNEUX  
le 24/12/2004



La Paix